

**DGAC DSNA**  
Direction des Opérations

Rédacteur : Christian MIGNOT

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE SERVICES

Maintenance préventive à prix forfaitaire et corrective sur devis des postes de livraisons et de distribution HTA/BT des équipements sous la responsabilité du CRNA SUD-EST.

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°2025-CRNASE-003

Date limite de remise des plis  
Procédure de passation

**24/11/2025 à 12:00**

Procédure adaptée ouverte  
(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

Type de contrat

Marché ordinaire de services

## DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats « 2025-CRNASE-003 »	

## VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Christian MIGNOT		V	
Pierre DURIEZ		A	

## MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : 2025-CRNASE-003	
Classement et archivage du document	
Fichier :	

### *Historique du document*

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur
V1R0		Version pour publication	Christian MIGNOT

## SOMMAIRE

1.	ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT .....	3
2.	CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE .....	5
3.	PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS.....	6
4.	JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION.....	11
5.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	13

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

Ministère chargé des transports  
Direction Générale de l'Aviation Civile  
DIRECTION DES SERVICES DE LA NAVIGATION AERIENNE (DSNA)  
Direction des opérations  
9, rue de champagne  
91200 Athis-Mons  
Le pôle Achat DSNA antenne DO, situé 9 Rue Champagne – 91200 Athis Mons, est l'entité chargée de passer le marché au nom de la Direction des Opérations.  
Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'acheteur agit en tant que coordonnateur d'un **groupement de commandes**. Le Pôle Achat DSNA antenne DO est le service chargé de passer le marché au nom de la Direction des Opérations pour :  
- le Centre de la Navigation Aérienne Sud-Est (CRNA/SE), site Mignet, 1 rue Vincent Auriol, 13617 Aix-en-Provence CEDEX.

## ■ Objet de la consultation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Maintenance préventive à prix forfaitaire et corrective sur devis des postes de livraisons et de distribution HTA/BT des équipements sous la responsabilité du CRNA SUD-EST.**

*Le présent contrat concerne :*

*- lot 1 : Maintenance des postes de livraisons et de distribution HTA/BT installés au CRNA SUD-EST à Aix-en-Provence en H24, 365 jours sur 365 de la distribution de l'énergie électrique au CRNA/SE (13) et au centre émission-réception déporté de la Sainte-Baume sur la commune de Plan d'Aups (83) ;*

*- lot 2 : Maintenance du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar de Grenoble sur la commune de Four (38) ;*





*- lot 3 : Maintenance du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar de Montpellier sur la commune de Les Plans (34) ;*

*- lot 4 : Maintenance du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar du Mont Ventoux sur la commune de Bédoin (84) ;*

*- lot 5 : Maintenance du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar de Grasse sur la commune de Gourdon (06).*

Code CPV	Libellé CPV
50711000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

 Structure	5 lots
 Lieu d'exécution	Les lieux d'exécution des prestations des lots sont situés dans départements différents.
 Délai d'exécution	4 ans - 3 reconductions
 Développement durable	Critère environnemental

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

La consultation est décomposée en 5 lots :

Type	Objet, délai
Lot	Lot n°1 : Maintenance préventive avec 2 visites annuelles et correctives des postes de livraisons et de distribution HTA/BT installés au CRNA SUD-EST à Aix (13) et à la Sainte-Baume sur la commune de Plan d'Aups (83), 4 ans à compter de la notification du contrat (CPV 50711000-2 : Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment)
Période	Période initiale, 1 an à compter A compter de la date de notification
Période	Reconduction 1, 1 an à compter de la fin de la période initiale à la fin de la période de reconduction n° 1
Période	Reconduction 2, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 1 à la fin de la période de reconduction n° 2
Période	Reconduction 3, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 2 à la fin de la période de reconduction n° 3
Lot	Lot n°2 : Maintenance préventive 1 fois sur la durée du marché et corrective du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar de Grenoble sur la commune de Four (38), 4 ans à compter de la notification du contrat (CPV 50711000-2 : Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment)
Période	Période initiale, 1 an à compter A compter de la date de notification
Période	Reconduction 1, 1 an à compter de la fin de la période initiale à la fin de la période de reconduction n° 1
Période	Reconduction 2, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 1 à la fin de la période de reconduction n° 2
Période	Reconduction 3, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 2 à la fin de la période de reconduction n° 3
Lot	Lot n°3 : Maintenance préventive 1 fois sur la durée du marché et corrective du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar de Montpellier sur la commune Les Plans (34), 4 ans à compter de la notification du contrat (CPV 50711000-2 : Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment)
Période	Période initiale, 1 an à compter A compter de la date de notification
Période	Reconduction 1, 1 an à compter de la fin de la période initiale à la fin de la période de reconduction n° 1
Période	Reconduction 2, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 1 à la fin de la période de reconduction n° 2
Période	Reconduction 3, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 2 à la fin de la période de reconduction n° 3
Lot	Lot n°4 : Maintenance préventive 1 fois sur la durée du marché et corrective du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar du Mont Ventoux sur la commune de Bédoin (84), 4 ans à compter de la notification du contrat (CPV 50711000-2 : Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment)
Période	Période initiale, 1 an à compter A compter de la date de notification
Période	Reconduction 1, 1 an à compter de la fin de la période initiale à la fin de la période de reconduction n° 1
Période	Reconduction 2, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 1 à la fin de la période de reconduction n° 2
Période	Reconduction 3, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 2 à la fin de la période de reconduction n° 3
Lot	Lot n°5 : Maintenance préventive 1 fois sur la durée du marché et corrective du poste de livraison et de distribution HTA/BT installé au radar de Grasse sur la commune de Gourdon (06), 4 ans à compter de la notification du contrat

Type	Objet, délai
	(CPV 50711000-2 : Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment)
Période	Période initiale , 1 an à compter A compter de la date de notification
Période	Reconduction 1, 1 an à compter de la fin de la période initiale à la fin de la période de reconduction n° 1
Période	Reconduction 2, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 1 à la fin de la période de reconduction n° 2
Période	Reconduction 3, 1 an à compter à compter à la fin de la reconduction n° 2 à la fin de la période de reconduction n° 3

Un même fournisseur ne peut se voir attribuer qu'un maximum de 5 lots.

Si un fournisseur est classé premier sur un nombre de lots supérieur au nombre maximum de lots attribuables à un même fournisseur, celui-ci se verra attribuer les lots par ordre décroissant des notes obtenues sur les différents lots, les lots restants étant attribués aux fournisseurs classés deuxièmes.

Dans l'hypothèse où le candidat arrivé en 1ère position sur plusieurs lots serait le seul candidat ayant répondu sur l'un ou plusieurs des lots, alors ce ou ces lots, lui sera(ont) attribué(s) en priorité sans application de la règle précitée relative aux notes, dans la limite du nombre maximum de lots attribués.

La limitation du nombre maximum de lots attribués ne s'appliquera pas en cas d'insuffisance du nombre d'offres réceptionnées, laquelle ne permettrait pas l'attribution au candidat classé en seconde position.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- CCAP
- CCTP : Pour l'obtention du CCTP, en raison des obligations de confidentialité et de sûreté, le candidat intéressé devra le demander via l'application PLACE.
- RC
- BPU
- Cadre de réponse
- Directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1.

### ■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents :

Les candidats peuvent de manière facultative effectuer une visite du site dans les conditions suivantes :

#### - Personne à contacter :

M. GADEAU Dominique, chef de pôle, [dominique.gadeau@aviation-civile.gouv.fr](mailto:dominique.gadeau@aviation-civile.gouv.fr)

M. DESJARDINS François, Adjoint chef de pôle, [francois.desjardins@aviation-civile.gouv.fr](mailto:francois.desjardins@aviation-civile.gouv.fr)

M. RINAUDO Patrice, Chef centrale énergie,

[patrice.rinaudo@aviation-civile.gouv.fr](mailto:patrice.rinaudo@aviation-civile.gouv.fr)

**- Dates et horaires :**

Demander un rendez-vous par message électronique.

La visite du site Mignet CRNA/SE d'Aix-en-Provence est non obligatoire mais conseillée.

Pour les sites de la Sainte Baume et des stations radar les visites ne sont pas obligatoires.

**Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.**

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander une prolongation de la durée de validité des offres aux soumissionnaires.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

---

■ **Réponse et groupement :**

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, en application de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique :

En cas de groupement solidaire, la DSNA demande, par ordre de priorité décroissante :

1/ l'identification à l'acte d'engagement d'un compte bancaire unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sur lequel seront réglé l'ensemble des prestations de l'accord-cadre ;

À défaut

2/ la répartition des prix des prestations entre les membres du groupement dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, ce qui autorise l'identification d'un compte bancaire par cotraitant ;

À défaut

3/ en cas d'accord-cadre à bon de commande, l'acte d'engagement peut n'indiquer que la répartition technique des prestations. Dans ce cas, le groupement s'engage à fournir pour chaque bon de commande la répartition financière associée à chaque UO commandée. Ceci autorise l'identification d'un compte bancaire par cotraitant.

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ **Variantes :**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## ■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b> Conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;</li> <li>- les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.</li> </ul>	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration individuelle du candidat ou de chaque membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances).</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances).</i>
<b>Capacité technique et professionnelle</b>	
Références de prestations	<i>Références de services effectuées au cours des trois dernières années par le candidat et qui lui paraissent, par leur ampleur, leur nature ou leur complexité se rapprocher des prestations objet de la consultation.</i> <i>Pour les références, le candidat précise :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nom de l'organisation ou de la société cliente ;</li> <li>- Le niveau de responsabilité du candidat : intervenant principal, co-traitant ou sous-traitant;</li> <li>- La nature des prestations (organigramme des tâches) et le partage des tâches avec les sous- traitants et volumes de charge associés ;</li> <li>- Les compétences techniques mises en œuvre ;</li> <li>- L'organisation mise en place pour garantir la maîtrise des activités techniques : il est demandé une description simplifiée de la manière dont l'organisation a été mise en œuvre pour garantir la bonne exécution et le suivi des prestations demandées ;</li> <li>- Le respect des délais d'exécution et de livraison prévus/réalisés ;</li> <li>- Le candidat fourni si obtention, le justificatif d'un label, d'une certification ou d'une attestation de qualité.</li> </ul>
<b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b>	
Indication des techniciens	<i>Indications des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, auxquels il pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage.</i>
Moyens humains	<i>Fournir la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.</i>
Moyens techniques	<i>Fournir la déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.</i>
Qualifications professionnelles	<i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation).</i>
<b>Autres justificatifs</b>	
Gestion environnementale	<i>Prise en compte et mise en pratique par le candidat des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et éthiques dans ses activités.</i>

Le soumissionnaire est vigilant à fournir dans son offre les éléments de réponse concernant le critère Développement Durable décrits à l'article 4 du présent document.

Le soumissionnaire est invité à préciser les points qu'il considère comme contenant des informations dont la communication porterait préjudice à ses intérêts commerciaux et industriels légitimes au titre de l'article R. 2183-5 du Code de la commande publique.

Les documents contractuels ne peuvent en aucun cas être modifiés sous peine de rejet de l'offre. Il est porté à la connaissance du candidat que l'acheteur accepte l'offre sans signature.

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Mémoire technique	
Offre financière	<i>Annexe financière renseignée.</i>

#### ■ En cas de sous-traitance :

Pour chaque sous-traitant présenté, le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Conformément à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant propose ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix applicables au sous-traitant ;
- e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.
- f) une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas place dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, l'entreprise qui envisage dès le dépôt de son offre de sous-traiter une partie de sa prestation complètera utilement la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) et joindre, pour chaque sous-traitant, un formulaire DC2 et un formulaire DC4.



Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitants(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### ■ **Dispositions complémentaires :**

##### - **Unité monétaire**

Les candidats sont informés que la personne publique conclut le contrat dans l'unité monétaire suivante : **euro(s)**.

##### - **Mise au point**

En application de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique, l'acheteur peut procéder à une mise au point des composantes du contrat sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du contrat, ni le classement des offres.

##### - **Imprécisions**

En cas d'imprécisions, l'acheteur se réserve le droit de se faire préciser par les candidats, après la remise de leur offre, les points devant être détaillés.

##### - **Erreurs de calcul**

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans l'offre financière d'un candidat, celles-ci seront rectifiées pour la comparaison des offres. Si le candidat est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son erreur lors de la mise au point du contrat.

##### - **Modifications de détail aux documents de consultation**

Les modifications, erreurs ou omissions des documents de la consultation signalées par le service ou un soumissionnaire effectuées et corrigées 8 jours avant la date limite de remise des offres n'entraînent pas de prolongation de délais.

Pour toutes modifications, erreurs ou omissions signalées par le service ou un soumissionnaire dans un délai de moins de 8 jours avant la date limite de remise des offres, la personne publique se réserve le droit d'accorder une prolongation de délais qui sera précisée ultérieurement.

#### ■ **Dépassement du nombre maximum de lots attribués :**

Si un fournisseur est classé premier sur un nombre de lots supérieur au nombre maximum de lots attribuables à un même fournisseur, celui-ci se verra attribuer les lots par ordre décroissant des notes obtenues sur les différents lots, les lots restants étant attribués aux fournisseurs classés deuxièmes.

Dans l'hypothèse où le candidat arrivé en 1<sup>ère</sup> position sur plusieurs lots serait le seul candidat ayant répondu sur l'un ou plusieurs des lots, alors ce ou ces lots, lui sera(ont) attribué(s) en priorité sans application de la règle précitée relative aux notes, dans la limite du nombre maximum de lots attribués.

La limitation du nombre maximum de lots attribués ne s'appliquera pas en cas d'insuffisance du nombre d'offres réceptionnées, laquelle ne permettrait pas l'attribution au candidat classé en seconde position.

#### ■ **Modalités de remise des offres électroniques et copie de sauvegarde :**

L'acheteur impose la transmission des plis par voie électronique à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), avant la date et heure limite indiquée en page de garde.

Les plis transmis par simple courriel sont refusés.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis avant la date limite de réception des offres par un même soumissionnaire, seul le dernier sera ouvert, conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique. Cependant, conformément à la jurisprudence en vigueur (CE, 20 décembre 2021, n° 454801), en cas de dépôts successifs d'un même soumissionnaire, l'entité adjudicatrice appréciera les caractéristiques du dernier dépôt transmis, afin de déterminer s'il peut l'analyser comme étant une offre complète. A défaut, il procédera à l'ouverture des dépôts précédents.

#### **Copie de sauvegarde :**

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis indiqué en page pour la remise des plis.

L'acheteur refuse une copie de sauvegarde électronique.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou papier doit faire parvenir tous ses plis en une seule fois dans les délais impartis pour la remise des plis.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter le nom de l'opérateur économique candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde doit être adressée à l'adresse postale de l'acheteur indiquée à l'article 1, à l'attention de la DSNA/DSR/SDFI/DSA/POLE ACHATS ATHIS, bât 1608.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les plis transmis par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'un pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission du pli électronique ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

#### ■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

#### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (50 %)	Pour chaque lot, le critère Valeur Technique est notée selon le total des notes obtenues des sous-critères techniques. La note maximum de chaque sous-critère est égale ou inférieure à la note maximum du sous-critère. La plus petite unité est le point. Tous les sous-critères de la valeur technique sont notés successivement selon cette même formule.  Toute offre dont la note pour ce critère est inférieure à 25/50, est considérée comme inappropriée et automatiquement rejetée. Les sous-critères de la Valeur Technique sont les suivants :
- Qualification professionnelles des intervenants (15 pts)	Présentation des intervenants techniques, de leurs qualifications et de leurs anciennetés professionnelles.
- Equipe d'intervention (10 pts)	Composition de l'équipe intervenant sur les lieux sécurisés et remplaçants techniques en cas de besoins.
- Délai d'intervention (10 pts)	Moyens mis en œuvre pour limiter le temps d'indisponibilité des matériels lors des interventions.
- Origine des pièces (5 pts)	Origine des pièces de rechange et des consommables mis en œuvre.
- Délai d'intervention en correctif (5 pts)	Moyens mis en œuvre pour limiter le temps d'indisponibilité des matériels lors des interventions.
- Matériel et outillage (5 pts)	Matériel et outillage utilisés.
2. Prix HT (40 %)	Pour chaque lot, le critère prix sera calculé en prenant compte le montant global du scénario de commande en TTC.
- Scénario de commande par lot (40 pts)	Comprenant : - 1 forfait annuel de maintenance préventive (déplacement, fourniture, main d'œuvre) ; - prix de l'heure de main d'œuvre par personne et jour ouvrable ; - un forfait déplacement par personne pour une intervention corrective.
3. Performances en matière de développement durable (10 %)	Pour chaque lot, le critère développement durable est noté selon le total des notes obtenues des sous-critères développement durable. La note maximum de chaque sous-critère est égale ou inférieure à la note maximum du sous-critère. La plus petite unité est le point. Tous les sous-critères de la valeur développement durable sont notés successivement selon cette même formule.  Les sous-critères du critères Développement Durable sont les suivants :
- Utilisation d'énergie verte, autre mesure... (5 pts)	
- Gestion des déchets électronique et autres ; (5 pts)	

**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociation :**

Les négociations ne sont pas autorisées pour cette consultation.

■ **Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Attestation de salariés étrangers	Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : 1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales.
Déclaration sur l'honneur concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine	Déclaration sur l'honneur concernant les obligations prévues dans le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) no 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, dument complétée et signée.
Délégation de pouvoirs	Tout document permettant de prouver la capacité de la personne signataire à engager l'entreprise.

■ **Modalités de signature à l'attribution**

Les propositions n'ont pas à être signées par les candidats.

La DSNA transmettra l'acte d'engagement pour signature électronique au seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. L'acheteur refuse toute signature manuscrite.

L'acte d'engagement devra être renseigné, signé et retourné à l'acheteur en format PDF. Par ailleurs, l'attributaire sera vigilant à ne pas verrouiller le document afin que la DSNA puisse signer le contrat. Le contrat devra être accompagné des justificatifs décrits à l'article Document à produire par l'attributaire ci-après et du pouvoir de la personne habilitée à engager la société. **La signature est électronique et le contrat signé est déposé sur la Place : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

**Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).** A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette

opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il **peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur**, et signer les documents au format XAdES, CAAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

### ■ Renseignements d'ordre technique et administratif

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13002 Marseille  
SIRET 17130005600024  
Téléphone : 0491134813

### ■ Droits d'auteur :

Les documents constitutifs du dossier de consultation sont protégés par la loi sur les droits d'auteur (Livre I du code de la propriété intellectuelle).

Toute reproduction ou copie, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans autorisation préalable de la DSNA. Toute reproduction ou copie, autres que celles nécessaires pour répondre à la consultation, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi.

#### Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification

de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers** : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression** : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur :

[sg-dpd-dgac-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:sg-dpd-dgac-bf@aviation-civile.gouv.fr)

ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles** : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)